

Message d'alerte !

Les services publics en grand danger !

Le gouvernement d'Édouard Philippe a décidé de s'attaquer lourdement aux services publics, en accord avec les objectifs du président de la République.

L'objectif d'ici 2022 serait de réduire à 60 milliards d'euros les dépenses publiques et de supprimer environ 120 000 emplois de fonctionnaires.

Ces **mesures** sont **supposées** « améliorer la qualité des services publics » et « offrir aux agents publics un environnement de travail modernisé » !

Pour **atteindre ces objectifs**, le gouvernement **entend** jouer sur trois leviers pour « transformer » l'action publique :

- **Création d'un comité de pilotage intitulé : CAP 2022**

Le but est de proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts de missions au secteur privé et cerise sur le gâteau réfléchir aux possibilités d'abandon de missions.

Quatre axes sont préconisés : Quel périmètre souhaitable ? Quels transferts ou abandons possibles ? Quelles économies durables et structurelles ? Quelles pistes d'amélioration ?

Ce comité de pilotage est confié à une batterie d'experts en tous genres éloignés des services publics mais proches du monde des affaires.

En réalité son but est de programmer la destruction de l'emploi public et la délégation au privé d'une partie des missions de l'action publique.

- **Lancement d'une grande consultation** par le ministre de l'action et des comptes publics à destination des agents publics et des citoyens.

Ce « **grand forum de l'action publique** », prend la forme d'un questionnaire **dématérialisé**.

Cette consultation s'adresse également aux agents sous forme d'un questionnement sur leur perception de leur travail, de la reconnaissance de celui-ci et de l'accomplissement de leurs missions.

Les citoyennes et citoyens seront consulté-es sur leurs attentes et sur les propositions pour la transformation du service public. Des débats en région devraient être programmés.

A aucun moment la question du renforcement et de l'amélioration des services publics pour répondre aux besoins de la population n'est abordée. Son objectif est de légitimer son « adaptation », sa « modernisation » aux contraintes des politiques d'austérités et du monde marchand.

- **Demande aux administrations de travailler sur cinq chantiers :**

Simplification administrative, Transformation numérique, Rénovation du cadre des ressources humaines, Organisation territoriale des services publics, Gestion budgétaire et comptable.

Toutes ces pistes ont déjà été étudiées et partiellement mises en œuvre sous l'ère Sarkozy et sous l'ère Hollande. Toutes ont conduit à un affaiblissement des services publics une fragilisation de la cohésion sociale et une aggravation des conditions de travail des personnels...

Ne pas laisser faire !

La Convergence nationale n'accepte pas ce plan de destruction de grande ampleur des services publics.

Pour nous la fonction publique, les services publics, sont des vecteurs d'égalité, des éléments fondamentaux de la cohésion sociale, de la pratique démocratique, de l'aménagement du territoire, du développement économique et écologique, des portes d'entrée aux droits.

Le vivre ensemble passe par de véritables services publics au service de toutes et tous sur l'ensemble du territoire.

Pour contrer l'offensive gouvernementale, pour que le service public réponde avant tout aux besoins des personnes et des territoires, garantisse la proximité et un aménagement égalitaire et équilibré du territoire, Convergence propose aux citoyennes et aux citoyens de s'exprimer sur ces sujets au travers d'un questionnaire que nous allons mettre en ligne au début du mois de janvier.